En Espagne, le « chèque bébé » supprimé pour cause d'austérité

La fin, le 1er janvier, de l'aide de 2 500 euros à la naissance d'un enfant précipite les accouchements

L'ex-ministre du travail, Jesus Caldera (au centre), lors du lancement, fin 2007, du « chèque bébé ». JUAN CARLOS HIDALGO/EFE

Madrid
Correspondance

A la clinique privée San José de Madrid, un obstétricien semble résigné : *« J'ai deux accouchements programmés cet après-midi à cause de la suppression du "chèque bébé". »* Au 1er janvier 2011, cette prime à la naissance de 2 500 euros, annoncée en fanfare en juillet 2007 par un gouvernement socialiste qui refusait de voir venir la crise, disparaîtra. A l'époque qualifiée de *« populiste et électoraliste »* par l'opposition, la mesure est la dernière victime de la politique d'austérité espagnole.

Sur les forums spécialisés, les conseils aux futures mamans pour avancer la date de l'accouchement se multiplient tandis que, dans les maternités, les médecins sont de plus en plus sollicités par des familles inquiètes. *« L'une de ces deux patientes m'a avoué qu'elle avait absolument besoin de cette aide car son mari s'est retrouvé au chômage »*, témoigne le médecin. Et de préciser que *« ce sont des personnes qui ont dépassé la 38e semaine de grossesse et dont le bébé ne court aucun risque »*.

Rassurés sur la santé du futur nouveau-né, les parents dont le bébé devait naître en janvier sont d'autant plus enclins à avancer de quelques jours la naissance qu'en Espagne, les aides à la famille sont très limitées. *« Quand le "chèque bébé" a été introduit, cette mesure nous avait déjà paru insuffisante. Elle stimulait la natalité mais n'aidait pas les familles »*, estime la présidente de la Fédération espagnole des familles nombreuses (FEFN), Eva Holgado, qui rappelle que l'Espagne ne consacre que 1,2 % de son produit intérieur brut aux politiques familiales, contre 2 % en moyenne dans le reste de l'Union européenne, selon Eurostat.

« Les prestations familiales sont quasiment inexistantes par rapport à nos voisins européens. Il existe une aide insignifiante de 23 euros par mois et par enfant à charge pour les foyers dont les revenus n'excèdent pas 17 000 euros brut par an, et une aide de 100 euros mensuels pendant les trois premières années, mais seulement si la mère travaille en dehors du foyer. C'est tout... », s'insurge Mme Holgado. Elle n'est pas la seule. Selon une enquête menée auprès de 900 familles nombreuses, 92 % se sentent pénalisées par leur nombre d'enfants.

> Le pays ne consacre que 1,2 % de son PIB aux politiques familiales

Le « chèque bébé » n'est pas l'unique mesure de la politique familiale à être abandonnée du fait de la crise. Au 1er janvier 2011, devait entrer en vigueur l'allongement du congé de paternité, de deux à quatre semaines. Mais la ministre de l'économie, Elena Salgado, a justifié en septembre la suppression de cette mesure, dont le coût estimé était de 200 millions d'euros, par un laconique *« ce n'est pas le meilleur moment »*.

La famille espagnole ne se trouve pas non plus dans une situation idéale, rétorque Carmen de Alvear, porte-parole de la Confédération espagnole des associations de personnes âgées (Ceoma). *« La crise pousse de nombreux Espagnols à demander le secours de leurs parents, que ce soit pour s'occuper des petits-enfants, les loger ou les aider financièrement. »*

Selon la Ceoma, sur les 8 millions de personnes âgées espagnoles, *« 1,7 million s'occupent de leurs petits-enfants à temps plein, du matin au soir, pour que leurs parents puissent travailler. C'est un véritable travail, épuisant. Quant à ceux qui s'en occupent à temps partiel, ils sont beaucoup plus. »*

Mme de Alvear sait de quoi elle parle. A 78 ans, cette grand-mère de quinze petits-enfants héberge chez elle sa fille, au chômage, et son enfant de 5 ans. *« Les grands-parents sont fatigués que tout repose sur leurs épaules*, déplore-t-elle. *S'ils faisaient grève, beaucoup d'entreprises fermeraient. A un certain âge, on devrait avoir le droit de se reposer ou de se consacrer à son épanouissement personnel. Et pourtant, non seulement le rôle des grands-parents n'est pas reconnu par la société mais, aujourd'hui, on leur bloque leurs pensions. »*

Le gouvernement espagnol a en effet voté le gel des retraites pour 2011. Et devrait adopter, le 28 janvier, une réforme dont la principale mesure devrait être le recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

Car l'Espagne souffre d'un terrible vieillissement de la population. L'espérance de vie a rallongé mais l'indice de fertilité de 1,4 enfant par femme – l'un des plus bas d'Europe – est loin de pouvoir assurer le renouvellement des générations. La FEFN avertit que, *« en 2050, selon l'ONU, l'Espagne deviendrait le deuxième pays le plus vieux au monde, après le Japon. »*

Sandrine Morel

Pays-Bas

Des suspects somaliens lavés d'accusations de terrorisme

LA HAYE. Cinq des douze hommes d'origine somalienne interpellés vendredi 24 décembre à Rotterdam pour leur implication présumée dans des *« activités terroristes »* ne sont plus des suspects dans cette affaire, a annoncé, dimanche soir, le parquet national néerlandais. Ils *« ne sont plus soupçonnés »*, a indiqué le parquet néerlandais. Deux d'entre eux, âgés de 32 et 40 ans et en possession d'un permis de séjour pour les Pays-Bas, ont été remis en liberté. Les trois autres, deux hommes de 30 et 40 ans en possession d'un permis de séjour pour le Danemark et un homme de 36 ans sans permis de séjour valide, ont été remis aux services d'immigration de la police néerlandaise, a ajouté la même source. Les sept autres devaient rester en détention au moins jusqu'à lundi. – *(AFP)*

Grande-Bretagne Neuf inculpations pour complot

LONDRES. Neuf hommes arrêtés le 20 décembre dans plusieurs villes de Grande-Bretagne dans le cadre d'une opération antiterroriste ont été inculpés de complot en vue de provoquer une ou des explosions dans le pays, a annoncé, lundi 27 décembre, la police britannique. La où les explosions auraient été *« de nature à probablement mettre en danger la vie ou à provoquer de sérieux dégâts sur des biens »*, a précisé la police. Ils devaient être présentés ce lundi devant la justice. – *(AFP.)*

Venezuela Hugo Chavez gouverne par décrets

CARACAS. Hugo Chavez a inauguré, dimanche 26 décembre, ses pouvoirs spéciaux qui lui permettent de gouverner par décrets en créant un fonds pour la reconstruction de 2,3 milliards de dollars (1,75 milliard d'euros) après les inondations qui ont fait plus de 130 000 sans-abri au Venezuela. Le Parlement a autorisé, mi-décembre, le président vénézuélien à gouverner par décrets pendant dix-huit mois, malgré les critiques de l'opposition qui dénonce une dérive dictatoriale. – *(Reuters.)*

Pakistan

Le PAM suspend ses distributions de nourriture aux réfugiés

ISLAMABAD. Le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU a annoncé, lundi 27 décembre, avoir suspendu la distribution de nourriture dans la zone tribale pakistanaise de Bajaur, dans le nord-ouest du Pakistan, deux jours après l'attentat qui a tué plus de 40 personnes près d'un de ses centres d'aide. L'attaque-suicide, la première perpétrée par une femme kamikaze dans le pays, a été menée par le Mouvement des talibans du Pakistan (TTP) en représailles à la création d'une milice antitaliban par la population locale, a expliqué un porte-parole des rebelles. Le PAM fournissait jusque-là des rations alimentaires à quelque 294 000 déplacés de Bajaur, où l'armée combat les talibans depuis août 2008. L'agence onusienne estime avoir jusqu'ici aidé près de 2,6 millions de déplacés dans le nord-ouest du pays cette année. – *(AFP.)*

Nouvelles tensions sanglantes entre chrétiens et musulmans au Nigeria

Le pape Benoît XVI a dénoncé des « violences absurdes » alors que les autorités nigérianes ont instauré un couvre-feu dans la région de Jos

De nouveaux affrontements ont éclaté, dimanche 26 décembre, au Nigeria entre communautés chrétienne et musulmane, causant la mort d'au moins une personne dans le centre du pays.

Ces violences faisaient suite aux attaques antichrétiennes qui ont provoqué la mort de 38 personnes la veille de Noël en plusieurs endroits du Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique (150 millions d'habitants), où les tensions interethniques et interreligieuses sont récurrentes entre le Nord, majoritairement musulman, et le Sud, majoritairement chrétien.

Dimanche, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est déclaré *« horrifié par ces actes déplorables de violence »*. Lors de l'angélus, le même jour, à Rome, le pape Benoît XVI a déploré *« les violences absurdes »* commises contre les chrétiens au Nigeria et aux Philippines, où une bombe a explosé durant la messe de Noël célébrée dans une église de l'île de Jolo, faisant six blessés.

A cette occasion, Benoît XVI a aussi évoqué les violences au Pakistan, où un attentat, revendiqué par les talibans, a fait une quarantaine de morts le 25 décembre. *« J'appelle une fois de plus à ce que l'on quitte le chemin de la violence et à ce que l'on cherche plutôt à trouver des issues pacifiques aux conflits »*, a-t-il déclaré depuis le balcon de son appartement de la place Saint-Pierre.

Soulèvement meutrier

Alors que le Nigeria s'apprête à entrer dans une période préélectorale pour la présidentielle, prévue en avril, les relations entre communautés pourraient une nouvelle fois se dégrader. Le président nigérian, Goodluck Jonathan, a promis de faire traduire en justice les responsables des attaques du 24 décembre. Lundi, le gouvernement nigérian a annoncé l'instauration d'un couvre-feu dans la région de Jos ; l'armée patrouille dans les rues de la ville afin de prévenir de nouveaux actes de violence.

Les explosions sans précédent qui ont endeuillé la communauté chrétienne dans les environs de Jos et dans le nord-est du pays sont, pour certaines, attribuées au groupe islamiste Boko Haram, dont le soulèvement en 2009 avait fait des centaines de morts.

N'ayant manifestement pas encore eu connaissance de ces violences le matin de Noël, le pape, dans son message *urbi et orbi* prononcé le 25, avait particulièrement insisté sur la nécessaire *« solidarité active »* des responsables politiques avec les chrétiens d'Orient, soumis, notamment en Irak, à des violences régulières de la part d'intégristes musulmans. Alors que les relations se tendent de nouveau entre la Chine et le Vatican sur le thème de la liberté religieuse, il avait aussi appelé les catholiques chinois *« à ne pas se décourager à cause des limitations de leur liberté de religion et de conscience »*.

Il avait enfin plaidé pour la paix dans le monde, évoquant cette année le conflit israélo-palestinien, le Darfour, la Somalie, la péninsule coréenne et, pour la première fois depuis la crise ouverte après l'élection présidentielle, la Côte d'Ivoire.

Stéphanie Le Bars